

Cellule Carrière/Eolien  
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**Arrêté Préfectoral complémentaire N° 2023-04-007 du 17 avril 2023**  
Modifiant les conditions d'exploitation et des garanties financières de la carrière  
exploitée sur la commune de Liouc au lieu-dit « Pied Bouquet »  
par la société TERRISSE

La sous-préfète du Vigan

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°30-2023.03.27.00003 du 27 mars 2023 donnant délégation de signature à Mme Anne LEVASSEUR, sous-préfète du Vigan ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 0703022 du 26 mars 2007 autorisant la TERRISSE à exploiter une carrière de calcaire et une installation de traitement de matériaux de carrière sur le territoire de la commune de Liouc au lieu-dit « Pied Bouquet » ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-10-095 du 6 octobre 2021 modifiant les conditions d'exploitation et de garanties financières de la carrière exploitée par la société TERRISSE au lieu-dit « Pied Bouquet » sur la commune de Liouc ;
- Vu** le dossier daté du 7 février 2023 par lequel M. Soulages agissant en tant que Président de la société CARRIERE TERRISSE SAS sollicite les modifications des conditions d'exploitation de la carrière susvisée ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 17 mars 2023 et le projet d'arrêté transmis à l'exploitant en date du 21 mars 2023 au titre du contradictoire ;
- Vu** les observations de l'exploitant en date du 28 mars 2023 ;

**Considérant** que la demande vise à permettre la poursuite de l'activité de la carrière durant la période d'instruction de la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière située au lieu-dit « Pied Bouquet » ;

**Considérant** qu'un retard dans les études préalables, notamment en matière d'impact sur la biodiversité en vue du dépôt d'une demande de dérogation sur la destruction d'espèces protégées induisant un retard dans l'obtention du nouveau contrat de forage auprès des 2 mairies propriétaires du foncier pour la nouvelle période sollicitée, a été constaté ;

**Considérant** qu'au regard des délais réglementaires d'instruction prévus par le code de l'environnement, la nouvelle autorisation ne pourrait pas être accordée avant l'échéance de l'autorisation actuelle ;

**Considérant** que la présente demande ne porte que sur la prolongation de la durée de l'autorisation d'environ 6 mois sans modifier les impacts et inconvénients de la carrière, notamment en ce qui concerne les quantités de matériaux extraites déjà autorisées ;

**Considérant** que le pétitionnaire a présenté la mise à jour du calcul des garanties financières permettant de couvrir la durée de prolongation sollicitée ;

**Considérant** qu'il y a lieu d'apprécier, au sens de l'article R 181-46 3°, comme modification substantielle des activités de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs ;

**Considérant** que le tonnage de matériaux extraits au jour de la demande a été inférieur à la capacité totale initialement autorisée par l'arrêté préfectoral susvisé ;

**Considérant** que les impacts du fonctionnement de l'installation pendant cette prolongation sont compensés par un moindre impact pendant la durée d'autorisation du fait d'un rythme d'exploitation plus faible ;

**Considérant** qu'il est nécessaire de modifier les prescriptions :

- de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-10-095 du 6 octobre 2021 susvisé relatif à la durée de l'autorisation,
- de l'article 1.10.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-10-095 du 6 octobre 2021 susvisé relatif aux garanties financières ;
- de mettre à jour le régime de la rubrique 2515 désormais relevant de l'enregistrement

**Considérant** que l'article R. 181-45 du code de l'environnement dispose notamment que : *"Les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L. 181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires.*

*"Elles peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié. Ces arrêtés peuvent prescrire, en particulier, la fourniture de précisions ou la mise à jour des informations prévues à la section 2.*

*"Le préfet peut solliciter l'avis de la commission ou du conseil mentionnés à l'article R. 181-39 sur les prescriptions complémentaires ou sur le refus qu'il prévoit d'opposer à la demande d'adaptation des prescriptions présentée par le pétitionnaire. L'exploitant peut se faire entendre et présenter ses observations dans les conditions prévues par le même article. Le délai prévu par l'alinéa précédent est alors porté à trois mois" ;*

**Considérant** qu'à l'exception des prescriptions mentionnées ci-dessus, les prescriptions non contraires de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°0703022 du 26 mars 2007 susvisé doivent être maintenues ;

Sur proposition de Mme la sous-préfète du Vigan ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-10-095 du 6 octobre 2021 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« L'autorisation d'exploiter est accordée jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2024.

L'exploitation ne pourra être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée ; il conviendra donc de déposer la demande correspondante dans les formes réglementaires et en temps utile. »

## Article 2 MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

Les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-10-095 du 6 octobre 2021 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Le montant des garanties financières doit permettre de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.

Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée par périodes quinquennales successives.

Le montant minimum des garanties financières est fixé de la façon suivante pour la dernière période :

Phase d'exploitation	Période	Montant en € TTC
Dernière période	26 mars 2022- 1 <sup>er</sup> mars 2024	159 809

Le plan des garanties financières correspondant à la dernière phase d'exploitation mentionnée ci-dessus est joint en annexes 4 du présent arrêté. »

## Article 3 CLASSEMENT ICPE

Les prescriptions de l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral n°0703022 du 26 mars 2007 sus-visé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Les installations autorisées sont visées à la nomenclature des installations classées, sous les rubriques :

Désignation de l'installation et taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Nomenclature ICPE rubriques concernées	Régime
Exploitation de carrière	2510-1	Autorisation
Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation état supérieure à 200 kW Situation des installations autorisées : 318 kW	2515-1	Enregistrement
Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables Installation de remplissage de réservoirs de véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coef. 1) état inférieur à 1 m <sup>3</sup> /h (0,5 m <sup>3</sup> /h équivalent – 2,4 m <sup>3</sup> /h liquides inflammables de la 2 <sup>e</sup> catégorie (coef. 5))	1430 1434	Non classable
Dépôt aérien de liquides inflammables de la 2 <sup>e</sup> catégorie de capacité inférieure à 10 m <sup>3</sup> : 4,1 m <sup>3</sup> (0,9 m <sup>3</sup> équivalent)	1430 1432	Non classable

## Article 4 ANNEXES

Les annexes 2 et 6 à l'arrêté n°0703022 du 26 mars 2007 susvisé relatives aux conditions de remise en état lors de la cessation d'activité, sont conservées et jointes en annexe du présent arrêté.

## **ARTICLE 5 : ABROGATION DES PRESCRIPTIONS NON CONFORMES**

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 0703022 du 26 mars 2007 susvisé non conformes aux prescriptions du présent arrêté sont abrogées.

## **Article 6 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITE-AMPLIATION ET EXECUTION**

### **Article 6.1 Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr);

1°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2°) Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Article 6.2 Publicité**

En vue de l'information des tiers :

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Liouc et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans ces mairies pendant une durée minimum d'un mois.

L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Gard pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 6.3 Ampliation et exécution**

Le présent arrêté sera notifié à la société CARRIERE TERRISSE.

Ampliation en sera adressée à:

Madame la secrétaire générale de la sous-préfecture par intérim ;

Monsieur le maire de la commune de Liouc ;

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;  
chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la préfète et par délégation  
La Sous-Préfète du Gard

  
Anne LEVASSEUR

ANNEXE 1  
PLAN DES GARANTIES FINANCIERES

